## RÉFORME DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

# Il faut favoriser l'investissement local

***Des experts en économie ont unanimement critiqué la politique gouvernementale de promotion des investissements adoptée jusque-là par l'Algérie, et qui tend, selon eux, à favoriser les investissements directs étrangers au détriment de ceux initiés par les nationaux.***

**Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) -** Premier à intervenir hier lors du forum du quotidien *El Moudjahid,* à l'occasion d'une table ronde, sur l'avancée des réformes économiques, Boukhalfa Khemnou, directeur de la promotion de l'investissement au ministère de la Petite et Moyenne entreprise et de l'Artisanat, a d'emblée estimé que la politique de développement des investissements doit reposer essentiellement sur les efforts nationaux et que les investissements directs étrangers (IDE) devraient venir en appoint. Il insistera à ce propos sur l'importance de promouvoir la création des PME-PMI, mais également la mise à niveau du tissu industriel existant.

Le représentant du ministère dira que cette mise à niveau incombe aux PME, qui doivent manifester une volonté de se mettre aux normes internationales requises et que cette tâche n'incombe pas à l'Etat. Un avis que partage le consultant en économie Rédha Amrani, pour qui il est plus intéressant d'orienter les efforts d'investissement vers les potentialités locales en jachère. Pour lui, l'expertise étrangère devrait venir en complément.

Rédha Amrani ajoute que «la réussite de toute stratégie nécessite un suivi politique continu et une priorisation des entreprises algériennes, lesquelles doivent être associées dans tout projet d'investissement à hauteur de 51%» comme cela se fait dans les pays développés, soucieux de préserver leur patrimoine économique national. Rédha Amrani constatera que les IDE en Algérie sont quasi exclusivement liés à la rente pétrolière et n'ont pas concerné les secteurs producteurs de richesses et d'emplois tels que l'agriculture et l'industrie. «Des investissements productifs qui sont pratiquement inexistants dans le paysage économique national», relève pour sa part Si Allaoui, expert en économie. Revenant sur la politique de privatisation, ce dernier notera qu'elle a eu pour conséquence «l'abandon du secteur public productif, ayant conduit à la disparition des filières prestigieuses de l'économie nationale, à l'image des textiles, du cuir et de l'industrie du liège».

**L. M.**

## DÉVELOPPEMENT DE L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

# Un défi pour l'entreprise, une question de politique publique

***L'intelligence économique est une politique publique qui dépend de la formation managériale, d'une bonne appropriation et maturation de l'information au niveau des entreprises, ainsi que de l'existence d'une volonté politique et d'une vision claire.***

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -** A l'initiative du Conseil national consultatif pour la promotion de la petite et moyenne entreprise (CNC-PME), une conférence-débat sur les défis de l'intelligence économique a eu lieu lundi soir.

Animée par l'expert en géostratégie et membre du CNC-PME, Mourad Preure, et le spécialiste en systèmes d'information, Dahmane Madjid, cette conférence a abordé les thèmes de la compétitivité des entreprises dans le contexte de la mondialisation, l'intelligence économique et le patriotisme économique.

Selon les animateurs de la conférence, l'e-transformation des PME, leur mutation à l'heure des technologies de l'information et de la communication, le patriotisme économique, qui motive l'Etat à protéger son périmètre stratégique et ses entreprises et développer des champions nationaux performants, sont liés de manière intrinsèque à l'intelligence économique.

Des thèmes qui seront intégrés lors des six ateliers régionaux du changement qui se tiendront sous l'égide du CNC au profit des PME. Parce que, dans ce monde concurrentiel, l'entreprise est appelée à innover, à l'audace et à savoir ce qu'elle veut et ne pas se limiter à miroiter un modernisme mal assimilé, elle se doit de développer l'intelligence économique. Celle-ci étant comprise comme l'art, par le biais de l'influence, le lobbying et la veille technologique, de collecter l'information économique, la traiter et lui donner un sens et la diffuser.

A ce propos, le Dr Preure a estimé que les entreprises algériennes peuvent faire du reverse engineering ou la remontée des processus de fabrication. Même s'il a estimé qu'en Algérie l'on considère l'information qu'en tant que moyen de pouvoir, rendant sa diffusion difficile. Et d'autant que l'appropriation, en interne d'entreprise, ainsi que le traitement et management de l'information restent problématiques selon le spécialiste en systèmes d'information, Dahmane Madjid. Alors que l'intelligence économique est «toujours une politique publique» et que les compétences existent, elle dépend, cependant, selon le géostratège, tant d'une bonne formation managériale, la maturation au niveau des entreprises, que de l'existence d'une volonté politique et d'une vision claire. Cela même si la promotion de l'intelligence économique constitue un des volets de la stratégie industrielle initiée. Egalement, cette thématique fait partie intégrante de la réflexion engagée par le Conseil national économique et social (Cnes) sur l'implémentation d'une politique publique en matière d'économie fondée sur le savoir (EFC). Une réflexion soumise à l'aval gouvernemental et qui sera présentée lors de la prochaine session plénière du Conseil.

En ce sens, le président du CNES, Mohamed-Seghir Babès, a laissé entendre que le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, rencontrera la semaine prochaine les membres du comité ad hoc du Cnes, en charge de cette réflexion.

**C. B.**

## PRÉSENTATION DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

# Le CNES donne rendez-vous après l'Aïd

Le Conseil national économique et social (CNES) présentera deux rapports sur la conjoncture économique et sociale du pays, immédiatement après l'Aïd. Il s'agit, selon le président du Cnes, Mohamed-Seghir Babès, de l'état économique et social de la Nation sur la période 2005-2006-2007 et de la conjoncture du premier semestre 2008. En attendant la tenue des sessions plénières que la contrainte du renouvellement organique semble retarder.

**C. B.**

## GESTION DE LA VIRTUALISATION

# Les nouveaux produits HP

***Prochainement, les directeurs informatiques auront à repenser la virtualisation en termes de résultats d'entreprise. Pour ce faire, HP Algérie propose une gamme de nouveaux produits et solutions autour de la virtualisation, dans le but d'accroître les performances des entreprises.***

**Wassila Z. - Alger (Le Soir) -** Ces nouveaux produits pour la gestion de la virtualisation tendent à simplifier l'expérience technologique de clients d'entreprises, allant du grand public au monde de l'entreprise, PME et grandes entreprises. A ce titre, HP y consacre un large éventail allant de l'impression aux systèmes personnels, en passant par les solutions logicielles et d'infrastructure ainsi que les services informatiques. «Nous avons commencé cette année la création de la demande et l'explication, puisque la solution est nouvelle en Algérie» explique Riad El Mansarili, directeur général de HP Algérie, lors d'une conférence de presse qu'il a animée, hier, à Alger. Actuellement, HP n'a pas encore développé de projets de virtualisation en Algérie. Mais une enveloppe budgétaire est déjà réservée à la réalisation de cette solution à compter de l'année prochaine. Cette solution sera, dans un premier temps, adoptée par les grandes entreprises, «banques, assurances, compagnies aériennes», pour s'étendre, ensuite, aux PME. Ainsi, on considère la virtualisation comme une étape importante dans la transformation de l'informatique. A condition de la déployer correctement. Cela permet «d'automatiser avec succès des environnements mixtes physiques et virtuels». D'après ses responsables, l'approche HP en matière de virtualisation vise à supprimer les inhibiteurs technologiques qui réduisent l'impact de la virtualisation sur l'activité de l'entreprise. Elle met l'accent sur les moyens d'exécuter correctement les applications et les métiers de l'entreprise, quels que soient le lieu et le mode d'hébergement ou d'administration.

Cette stratégie de virtualisation simplifie sensiblement l'administration dans un univers à la fois virtuel et physique tout en apportant une solution pour mutualiser toutes les ressources d'infrastructure à travers une entreprise.

La virtualisation est tout simplement «la dématérialisation du PC (délocalisation du corps du PC), explique Djamel Eddine Bourouba, responsable à HP Algérie. Soit la quasi disparition des PC dans les entreprises. Ce sont les serveurs informatiques qui porteront les projets de virtualisation. Il s'agit selon lui de «mutualiser et distribuer les ressources informatiques pour mieux répondre aux besoins fluctuants des directions».

Ces nouvelles offres visent essentiellement «à réduire les coûts d'exploitation, à atténuer les risques dans un environnement hétérogène et à libérer les équipes informatiques pour qu'elles puissent se consacrer à des projets stratégiques», explique-t-on. Elle permet en outre d'accompagner la croissance et améliorer la flexibilité au sein d'une entreprise. Aussi, la virtualisation du poste de travail permettra aux entreprises de fournir aux utilisateurs une informatique plus fiable, plus sécurisée et mieux administrée. Pour ainsi dire, de réduire le coût d'administration et de support des postes tout en augmentant la productivité des utilisateurs.

**W. Z.**

## LE P-DG D'AIR ALGÉRIE L'A DÉCLARÉ SUR LES ONDES DE LA RADIO

# Un vol direct vers Pékin dès l'hiver prochain

Intervenant hier sur les ondes de la Radio El Bahdja, le président-directeur général d'Air Algérie, M. Abdelwahid Bouabdallah, est revenu sur les objectifs prioritaires de la compagnie.

Dans son intervention, il précisera notamment que la privatisation de la compagnie nationale n'est pas à l'ordre du jour. «La compagnie Air Algérie est faible, il n'est donc pas question de la "brader" en la privatisant», a souligné M. Bouabdallah. Il s'est en outre exprimé sur la question des départs volontaires intervenus au sein de la compagnie. Il dira à ce propos que l'opération n'était guère bénéfique pour l'entreprise, tout en précisant que près de 1 000 employés avaient quitté Air Algérie. «Les meilleurs employés ont quitté la compagnie. Parmi eux, des mécaniciens qu'on a dû rappeler pour certaines interventions», expliquera le premier responsable d'Air Algérie.

Ce dernier évoquera, par ailleurs, la nouvelle stratégie de la compagnie qui concernera notamment la diminution des retards, la régularité des vols et l'élargissement du temps d'escale. «Il n'est plus question de programmer un vol et de l'annuler par la suite, dira à ce propos le responsable, qui évoquera aussi la question du renouvellement de la flotte. Il s'agit notamment d'appareils qui n'ont pas volé depuis l'année 2003, expliquera l'invité de la radio. A cet effet, de nouvelles mesures concerneront les interventions des techniciens sur les avions et se traduiront par une procédure qui permettra de situer exactement les interventions sur les appareils et l'identité des intervenants. Abdelwahid Bouabdallah annoncera aussi un premier vol sur la ligne Alger-Pékin l'hiver prochain ainsi que l'ouverture de la ligne Alger-Téhéran.

La compagnie ambitionne aussi de s'assurer une escale dans un pays du sud de l'Afrique, selon son premier responsable. Ce dernier notera que l'ouverture de la ligne Alger-New York dépend de la réduction des taxes qui sont incompatibles ave l'open sky et que des discussions ont été initiées avec les autorités concernées en vue de revoir ces taxes. Pour le P-dg d'Air Algérie, l'urgence consiste aussi à renforcer les vols vers les villes de l'intérieur du pays. Quatre appareils seront ainsi acquis par la compagnie en vue de desservir quatre villes du pays, et ce pour un montant de 80 millions de dollars.

**F. -Zohra B.**